

Le désert, l'homme et l'eau

S'adapter pour survivre en Atacama

Sous le tropique du Capricorne, le désert d'Atacama et les versants de la cordillère des Andes chiliennes comptent parmi les régions les plus arides de la planète. Le paysage est minéral, les températures extrêmes, les pluies presque totalement absentes et on ne s'attend guère à y trouver trace d'occupation humaine. Cela explique la perplexité des conquistadores quand ils se heurtèrent aux vestiges d'anciennes civilisations et *a fortiori* leur étonnement, voire leur admiration, lorsqu'ils découvrirent que ce territoire hostile abritait plusieurs petites communautés paysannes qui réussissaient à élever du bétail et à cultiver des terres salines, maigres et pauvres en eau (ARAYA, 1993 ; FREDES, 1994 ; FUENTES, 1993).

Le territoire des Atacaméniens ou *lickan'antay*, ce qui signifie « gens de la terre » en langue vernaculaire, le *kunza* (BAHAMONDE, 1978), s'étend sur près de 50 000 km², depuis le haut bassin de la rivière Loa jusqu'à l'extrémité méridionale de la vaste plaine salée du Salar d'Atacama. La population sédentaire actuelle y est rassemblée dans une vingtaine de villages ou d'oasis, les *ayllus* (quelquefois *ayllos*, terme aymará et quechua qui traduit l'idée de communauté et de production familiale), tous situés entre 2 300 et 3 500 mètres d'altitude (fig. 12). À l'époque de la transhumance, le territoire s'étend au-delà de 4 000 mètres, jusqu'à l'altiplano où de savoureux pâturages attendent les troupeaux de lamas (*Lama guanicoe*), d'alpacas (*Lama pacos*) et de moutons.

Partout, le climat est rude. Les températures de l'hiver austral, presque toujours inférieures à -10 °C le matin, peuvent cependant varier rapidement dans la journée et les amplitudes thermiques sont souvent proches de 30 °C. Étagées en fonction de l'altitude, les précipitations sont très

faibles et les totaux annuels restent compris entre 10 et 100 mm; leur irrégularité interannuelle est si prononcée qu'il n'est pas rare de constater l'absence totale de pluie pendant plusieurs années (POURRUT et COVARRUBIAS, 1995). Dans ce contexte hostile où l'aridité est le principal facteur limitant, les sites occupés se réduisent aux rares micromilieus ou microclimats liés à la présence d'eau (*puri en kunza*) : bas-fonds humides, pourtour des petits lacs d'altitude, proximité des sources ou rives des rares torrents pérennes du piémont andin.

Si la rigueur du climat, la pauvreté des débits et la qualité médiocre des eaux, souvent chargées en sels et en éléments toxiques tels que l'arsenic ou le bore (ALONSO et ROJAS, 1994; ROJAS, 1993), conséquence du volcanisme, constituent un ensemble contraignant pour les sociétés rurales traditionnelles, le désert est en revanche très riche en minerais divers, or, argent, nitrates, lithium et surtout cuivre, dont l'extraction est à l'origine du développement régional. Antofagasta, capitale de la Deuxième Région (le Chili est divisé du nord au sud en douze régions administratives, plus l'île de Pâques et le territoire antarctique), est une ville portuaire dont la fondation ne remonte à guère plus d'un siècle et dont l'expansion récente résulte essentiellement de la commercialisation des produits miniers par voie maritime.

On n'ignore pas qu'il faut beaucoup d'eau pour extraire le métal de sa gangue, en moyenne 1 000 litres pour traiter chaque tonne de minerai de cuivre. C'est pourquoi les grandes compagnies minières se sont réservées très tôt le droit exclusif d'exploiter les eaux des zones les plus propices, installant à cet effet de coûteux systèmes de captage et de transfert qui permettent de puiser le précieux élément loin et haut, souvent en tête des bassins hydrographiques. En outre, le développement du secteur minier se traduit par une forte expansion démographique et donc par un accroissement des besoins en eau potable des centres urbains (SEPULVEDA, 1993), demande prioritaire que seule la mise en exploitation de nouvelles zones de production permet de satisfaire.

La pression exercée sur les réserves en eau est donc sans cesse croissante et plusieurs circonstances viennent aggraver cette délicate situation. Il faut tout d'abord souligner la précarité du capital hydrique régional puisque des études récentes (dont celles menées par l'Université catholique du Nord, en coopération avec l'Orstom, de 1991 à 1997) ont mis en évidence l'absence de recharge actuelle des principales nappes aquifères et le caractère fossile des eaux exploitées, ce qui signifie implicitement leur tarissement à un horizon qui dépendra bien évidemment de la cadence d'extraction (COVARRUBIAS *et al.*, 1994). Il faut en deuxième lieu

signaler que, pour profiter de la hausse brutale du prix du cuivre, l'État a fait depuis peu le choix politique d'exploiter à fond les gisements de la Deuxième Région dont les matières premières sont devenues l'une des principales sources du revenu national. Le but est de doubler la production d'ici à 2000, c'est-à-dire de passer en quatre ans de 2 200 000 tonnes de cuivre raffiné (estimation 1996) à quelque 4 500 000 tonnes, au prix d'un investissement proche de deux milliards de dollars. Autre circonstance particulière, il s'avère qu'il existe une forte coïncidence entre l'emplacement géographique des zones de captage et celui des périmètres agricoles traditionnels : le territoire atacaménien fournit en effet à lui seul 90 % des eaux utilisées par l'ensemble de la Deuxième Région.

Il est donc compréhensible que les monopoles d'exploitation, octroyés par une législation permissive, aient suscité et provoquent encore de nombreuses frictions avec les communautés rurales. Celles-ci ont intenté plusieurs actions en justice, alléguant que les prélèvements portaient atteinte à l'équilibre fragile des écosystèmes des hautes vallées et qu'ils causaient un préjudice irréparable aux pratiques agricoles des versants cultivés et des *ayllus*, en provoquant la baisse des débits et la dégradation de la qualité des eaux d'irrigation.

L'abandon de terres rendues stériles par manque d'eau est d'ailleurs la cause principale qui, à la fin des années quatre-vingt, était mise en avant par la plupart des études en sciences sociales pour expliquer l'important exode rural observé depuis une vingtaine d'années. Le programme de recherche « Le désert, l'homme et l'eau » est né de cette conviction. Il a donc été conçu à l'origine pour étudier les aspects polémiques d'une apparente situation d'injustice et pour établir la part de responsabilité de la société dite moderne dans le processus migratoire (ALONSO et POURRUT, 1993 ; ARAYA *et al.*, 1993 ; POURRUT, 1992).

Les enquêtes et les mesures de terrain qui furent immédiatement entreprises permirent rapidement d'identifier les éléments dynamiques du processus migratoire et d'estimer dans quelle proportion l'exode rural reflétait le pouvoir d'attraction des grandes cités régionales (offres d'emplois à la mine bien rémunérés), s'il traduisait la volonté des Atacaméniens de participer activement et de s'intégrer à une société en plein développement, ou s'il constituait la réponse obligée à une dégradation critique des conditions de vie du *minifundio* andin (POURRUT et ALONSO, 1994 ; POURRUT, 1995, 1996 ; POURRUT et NUÑEZ -eds-, 1995).

Parmi les actions de recherche spécifiques qui furent entreprises, les premières ont concerné le passé archéologique et l'histoire en vue d'examiner comment la société atacaménienne avait procédé pour faire face aux

agressions et changements extérieurs, qu'ils soient d'origine morphoclimatique ou sociale (NUÑEZ, RIVERA, in POURRUT et NUÑEZ -eds-, 1995).

Un second groupe d'études prêta toute son attention à l'analyse des variables physiques, biologiques et socio-économiques qui conditionnent de nos jours l'existence et le fonctionnement des systèmes de production agricole (CHEHERE et SOUFI, 1994 ; LOYOLA, 1996 ; RAHAINGOMANANA, 1993 ; GUNDERMANN et GONZALEZ in POURRUT et NUÑEZ, 1995). Les recherches s'appliquent à identifier le caractère original de l'organisation interne de la communauté atacaménienne et à découvrir les mécanismes d'ordre technologique, social, spirituel ou religieux qui sont mis en pratique pour optimiser l'usage de l'eau et pour assurer la survie et le maintien du patrimoine culturel (RIVERA et POURRUT, 1993). Elles s'attachèrent tout spécialement à comprendre la signification des coutumes et des rites destinés aux divinités ou aux forces de la nature, afin de mieux appréhender les règles, qu'elles soient explicites ou implicites, qui régissent les interactions entre le groupe humain et l'eau.

Il faut en dernier lieu souligner le caractère délicat des études entreprises : bien qu'elles n'aient jamais abordé l'aspect de pertinence ou d'inconvenance des stratégies adoptées par le gouvernement chilien pour encourager le développement régional, elles se sont attachées à effectuer l'analyse d'une situation qui, considérée par certains comme un frein à l'essor de la région, se présentait de toute manière comme une source de conflits, que ces derniers soient actuels ou potentiels, réels ou simples plates-formes politiques (RIVERA et POURRUT, 1994 ; POURRUT et NUÑEZ, 1995 ; POURRUT et CHONG, 1996).

Pour tenir compte de leur diversité et de leur complexité, les résultats sont présentés sous les deux perspectives indiquées : l'examen du passé et l'analyse de la situation actuelle.

Les sociétés anciennes

De la quête extractive au pastoralisme nomade (12000-500 av. J.-C.)

Les premières traces de présence humaine sont celles laissées par des chasseurs de guanacos (*Auchenia guanacus*) et de vigognes (*Vicugna vicugna*), ancêtres des lamas et des alpacas aujourd'hui domestiqués. Le peuplement semble avoir commencé vers 12000 av. J.-C., époque où les conditions climatiques étaient relativement clémentes puisque les températures et l'humidité de l'holocène inférieur, jusqu'à environ 5000 av. J.-C., étaient plus élevées qu'à l'heure actuelle (MESSERLI *et al.*, 1993 ; GROSJEAN et NUÑEZ, 1994 ; POURRUT et COVARRUBIAS, 1995). Une couverture végétale dense et

variée permettait la cueillette et le gibier peuplait en abondance de riches pâturages. Les sources de subsistance étaient réparties sur l'ensemble du territoire et les familles ou tribus menaient une vie nomade en exploitant progressivement le milieu naturel dont les ressources étaient sans cesse renouvelées. L'habitat était donc dispersé. Durant cette phase d'occupation ancienne, l'eau était abondante et ne constituait pas un facteur limitant (GROSJEAN et NÚÑEZ, 1994).

Deux types de facteurs changèrent cette situation et contribuèrent à modifier profondément la structure sociale des groupes de chasseurs-cueilleurs. Le premier se rapporte aux contacts initiaux qui s'établirent avec les civilisations voisines de l'altiplano dont les apports technologiques ou culturels ont sans doute joué un rôle déterminant. Le second groupe de facteurs, d'ordre climatique, a probablement été un élément tout aussi décisif de cette transformation. Il s'agit de la diminution des pluies et de la désertification progressive du milieu, événements auxquels s'est ajouté le recouvrement des terres fertiles par des sables éoliens (BORGÈL et ARAYA, 1992). C'est alors que le tarissement progressif des sources, l'assèchement de nombreux bas-fonds humides, la raréfaction de la végétation et la diminution de la densité du gibier sur les parcours habituellement empruntés provoquèrent le début du déplacement et du regroupement des populations vers des zones plus favorables : les marécages et les points d'eau.

Cette phase d'*ocupación arcaica* (NÚÑEZ, 1995), vieille de 5 000 ans, marque le début d'une succession de profonds changements sociaux et d'innovations technologiques dont les plus spectaculaires eurent lieu 1 500 ans plus tard, au cours de la phase d'*ocupación formativa antigua* (NÚÑEZ, 1995). C'est donc bien avant la conquête des Incas que la dynamique du peuplement s'accompagna de tentatives destinées à maîtriser l'environnement. L'Atacaménien passa d'un élevage « primaire », strictement limité au regroupement et à l'approvisionnement des guanacos et des vigognes, à une véritable domestication probablement suivie de sélection génétique puisque cette méthode était déjà en usage dans les régions voisines. Il tira ensuite profit de l'étagement de la végétation en instaurant des parcours saisonniers de transhumance comportant des relais et des aires de repos. Sans pour autant abandonner ses pratiques de cueillette des gousses du caroubier (*algarrobo* en espagnol) et des fruits du *chañar* (*Geoffrea decorticans*), ou de divers cactus, il compléta son alimentation en cultivant du quinoa (*Chenopodium quinoa*), du maïs et diverses espèces de courges sur les sites d'occupation temporaire qui jalonnaient ses déplacements.

Les fondements d'une société agropastorale (500 av. J.-C.–V^e siècle)

L'avancée du désert amplifia le phénomène de regroupement autour des points d'eau permanents, et l'ancien modèle d'exploitation, exclusivement centré sur l'élevage, dut être progressivement abandonné au bénéfice d'un modèle agraire mixte mieux adapté à la sédentarité.

Ce fut, pendant un millénaire, une véritable explosion technologique et culturelle. Malgré l'important développement de l'exploitation minière, associée à l'orfèvrerie, et la poursuite des pratiques de transhumance saisonnière, les travaux agricoles finirent par constituer l'essentiel de l'activité des populations concentrées dans les oasis. Les agriculteurs mirent au point des techniques destinées à économiser l'eau, installèrent les premiers réseaux d'irrigation, construisirent des terrasses et améliorèrent les espèces cultivées en instaurant une sélection génétique rigoureuse. L'espace productif fut mieux utilisé grâce à la multiplication des sites occupés, moins peuplés mais répartis géographiquement de manière plus fonctionnelle pour tirer tout le profit de l'étagement des versants. Un système hiérarchisé de type proto-seigneurial (Nuñez, 1995) créa des centres socio-politiques dans les oasis agraires de basse altitude et inaugura un modèle de mise en valeur plus approprié aux conditions désertiques. À partir du centre d'action que constituait le vaste espace agricole de San Pedro d'Atacama, les voyages vers la haute puna se multiplièrent et de nouvelles oasis furent installées à une altitude intermédiaire. Certaines d'entre elles se convertirent en centres mercantiles ou agraires importants; c'est le cas à Socaire où l'espace cultivé comptait 300 hectares d'*andins* (terrasses de pierres sèches) irrigués dont les sols avaient été artificiellement reconstitués.

IRD/P. Pourmit



Entre le désert absolu de la cordillère du Sel et la chaîne des Andes, l'oasis de San Pedro d'Atacama.

Sur le plan culturel, c'est à cette époque qu'un rituel animiste complexe, composé de symboles, de cérémonies ou d'actes spécifiques, vit le jour (LARRAIN, 1992) et que la culture *San Pedro de Atacama*, caractérisée par une céramique *negra pulida clásica* (noire polie, classique), atteint son apogée. Comme le climat et l'environnement conditionnaient en grande partie la survie du groupe, les Atacaméniens vivaient en symbiose avec la nature et avaient une vision originale de l'univers, leur *cosmovisión*. Ils vénéraient les forces naturelles génératrices de vie et redoutaient celles qui, comme la foudre ou la grêle, entraînaient la mort et la désolation; ils imploraient les premières et priaient pour la disparition des secondes. La vénération du dieu Soleil (*Inti*), créateur de la vie, et un immense respect pour la Terre (*Pacha Mama*), qui est l'espace nécessaire au déroulement de la vie accordée par *Inti*, comptent parmi les éléments essentiels d'une mythologie partagée avec les autres groupes andins et font également partie d'un rituel magique particulier encore pratiqué de nos jours par les Atacaméniens.

Les déplacements des groupes humains semblent avoir été conditionnés par la pénurie ou l'abondance d'eau, élément qui apparaît comme le facteur principal de la dynamique sociale. Non seulement l'eau mobilisait les sociétés, mais encore elle déclenchait leurs capacités d'adaptation et stimulait leur créativité pour aménager le milieu naturel, même si cette mise en valeur restait sommaire. On peut cependant se demander si la corrélation entre les variables « déplacement » et « eau » est un principe immuable qui répond à un déterminisme absolu. Il semble hasardeux de l'affirmer. En effet, même si les sociétés étudiées ont toujours suivi un mode de compor-



IRD/ P. Pourrut

Système pré-inca de terrasses en cascade pour la récupération des eaux, à Patillón près de Toconce.

tement similaire face au stimulus « manque d'eau », d'autres groupes humains auraient très bien pu, ailleurs ou dans des situations différentes, adopter une conduite diamétralement opposée. Ils auraient pu par exemple partir à la recherche de nouvelles sources, autre façon de pallier le manque d'eau, et dans ce cas la population se serait dispersée pour prospecter un territoire plus vaste. Il y aurait eu alors dissémination et non regroupement.

L'époque préhispanique (V^e-XV^e siècle)

Le millénaire suivant, qui prit fin avec l'invasion des Incas au XV^e siècle, confirma les tendances ébauchées précédemment et l'administration des oasis resta aux mains d'une élite hiérarchisée de seigneurs qui s'efforçaient d'exploiter au mieux les possibilités offertes par le milieu naturel. L'élevage transhumant subsista, la plupart du temps associé à des travaux d'extraction minière ou d'artisanat, et l'agriculture irriguée des *ayllus* atteignit son plus haut degré de développement. Sans vouloir mésestimer le génie inventif des sociétés atacaméniennes de l'époque, il est pourtant hautement probable que leur épanouissement ait découlé en grande partie de l'intensité des contacts alors établis avec les sociétés andines voisines : les Aymara, au nord, et surtout les Tiwanaku de l'altiplano bolivien, habiles métallurgistes et orfèvres dont les dignitaires religieux déployaient un prosélytisme actif. Ces échanges culturels expliquent la similitude de nombreuses techniques agricoles et la présence d'espèces végétales communes, surtout le maïs dont la plupart des variétés ont été importées (quoiqu'il en existe de souche locale selon NÚÑEZ, *comm. pers.*). Vers l'ouest, grâce à la percée de la rivière Loa qui rend plus facile la traversée du désert, des contacts réguliers s'instaurèrent également avec des pêcheurs qui vivaient le long des côtes du Pacifique, les Changos. Ils consistaient essentiellement en troc des produits de la terre, de la mine et de l'artisanat contre ceux de l'océan car le caractère fruste de ces peuplades n'était guère propice à l'établissement de relations extra-commerciales débouchant sur de véritables liens culturels (fig. 12 et 13).

Après leur victoire, les Incas administrèrent le territoire conquis de manière autoritaire. Ils en dirigèrent la mise en valeur à partir de sites stratégiques (tels que Peine) ou à partir de têtes de vallée (par exemple les *ayllus* isolés de Catarpe et Contituquis, à San Pedro de Atacama) d'où ils pouvaient surveiller l'accès aux hautes terres et contrôler les prises d'eau destinées à l'irrigation. Ils perfectionnèrent les techniques architecturales et hydrauliques, organisèrent un vaste système d'extraction minière et mirent en place un réseau étendu d'exploitations agricoles, les *haciendas del Inca* (NÚÑEZ, 1994).

L'économie était florissante et l'oasis de San Pedro d'Atacama était devenue l'un des principaux centres de rencontre du monde andin où se portaient les idées novatrices et les techniques nouvelles. La question est de savoir si cette situation était imputable aux Atacaméniens ou si elle découlait plutôt de l'apport des Tiwanaku et des Incas. L'ouvrage collectif de POURRUT et NUÑEZ (1995) fournit à ce sujet bon nombre d'éléments de réponse. Il montre notamment que les Atacaméniens, au-delà du génie inventif et de la souplesse dont ils faisaient preuve pour s'adapter aux modifications du milieu naturel, savaient aussi capter le meilleur du savoir-faire ou du patrimoine culturel des peuples qu'ils côtoyaient. Ces valeurs, une fois adaptées, perfectionnées puis dûment assimilées, devenaient partie intégrante de leur propre identité culturelle.

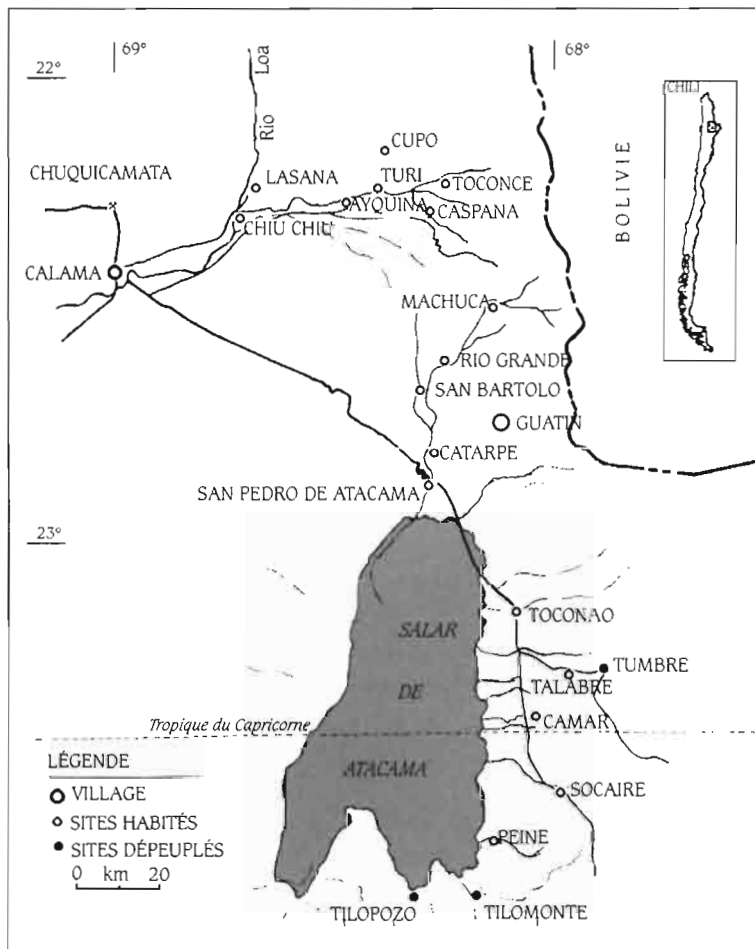
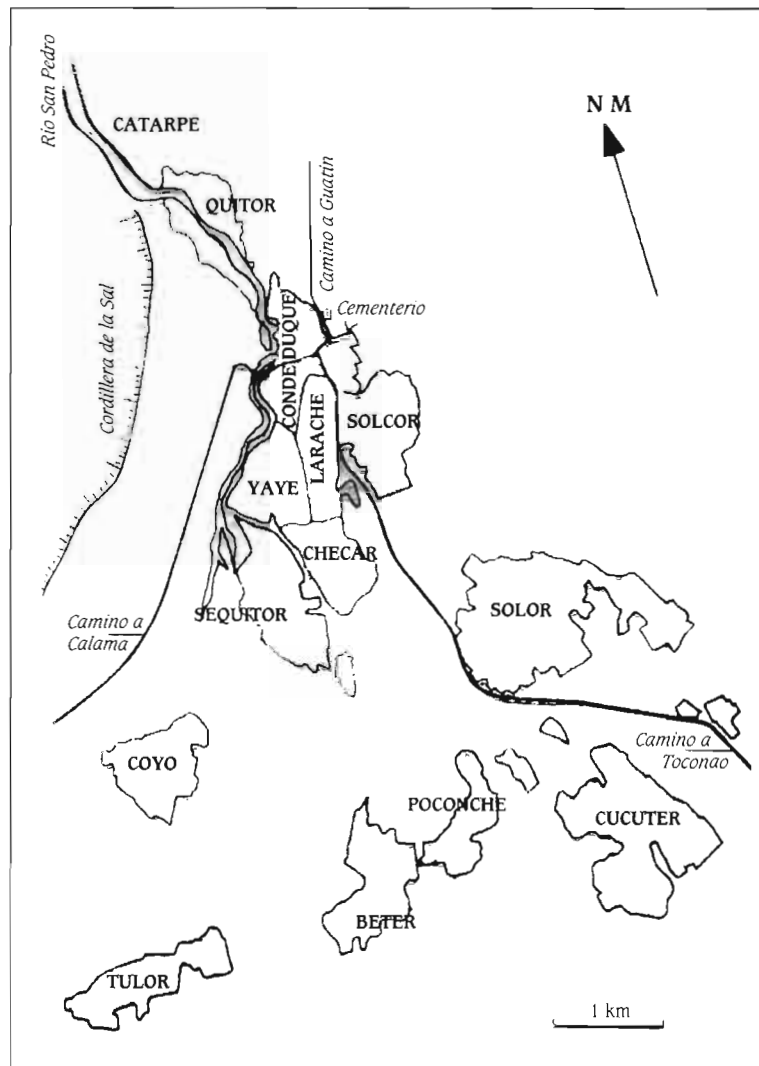


FIG. 12 — Localisation des villages et des *ayllos* atacaméniens.

Fig. 13 — Les *ayllos* de San Pedro de Atacama.



Conquête et domination espagnoles (XVI^e-XIX^e siècle)

Faisant sienne la volonté du pape, la Couronne espagnole assumait simultanément l'évangélisation et l'établissement de l'autorité royale en Amérique. Un système de répartition des terres et de *encomienda de indios* était censé veiller aux intérêts des indigènes qui pouvaient faire connaître leurs revendications par la voie de l'*encomendero*. Il fonctionnait en réalité comme un système de privilèges accordés par le roi et, en pratique, il permettait de réduire *los indios* en esclavage, les forçant à payer tribut à l'invasisseur. On sait que les conquistadores avaient soif de richesses : la récupération des impôts et la soumission des récalcitrants

devinrent rapidement les activités principales du *Corregimiento de Atacama*, le centre régional d'administration. Les terres agricoles administrées par les Espagnols, devenues communautaires, étaient gérées par des privilégiés selon un système de *cacicazgos*. « La seule autorité auto-générée chez les groupes locaux était celle des *Jueces o Alcaldes de Aguas* [juges ou gestionnaires des eaux] qui étaient chargés d'administrer le système d'irrigation des terrains. » (HIDALGO, in GREBE et HIDALGO, 1988, traduction libre). En outre, pour alimenter le marché de consommation créé par la forte concentration ouvrière du grand centre minier qui s'ouvrit à Potosi, au sud-ouest de l'actuelle Bolivie, les Espagnols eurent recours à la *arriería*. Il s'agissait d'un système caravanier que les Atacaméniens avaient déjà créé pour commercialiser les produits provenant des divers points du territoire, le poisson acheté aux Changos par exemple. La grande majorité de la main-d'œuvre indigène fut alors mobilisée pour travailler au service exclusif des *encomenderos*. Le travail fourni payait le tribut dû à l'Espagnol et aucun salaire ne venait rétribuer le dur ouvrage des *arrieros*, les longs trajets qu'ils devaient parcourir, les impressionnantes variations d'altitude auxquelles ils devaient résister, la sécheresse et le froid intense qu'ils devaient endurer.

On sait que les Espagnols vinrent d'Europe avec des outils remarquablement efficaces, par exemple des socs de charrue en acier, et qu'ils étaient accompagnés d'espèces animales jusqu'alors inconnues en Amérique, chevaux, bœufs et moutons, qui font maintenant partie intégrante du paysage andin. On aurait donc pu s'attendre à ce que ces apports révolutionnent le monde agricole. En fait, la société atacaménienne était alors condamnée à travailler dans les mines ou au transport caravanier et seuls quelques rares pasteurs ou agriculteurs, la plupart du temps âgés, avaient réellement accès à ce savoir-faire. Il passa donc presque inaperçu et il est étonnant de constater qu'il fallut attendre plusieurs siècles pour que l'immense progrès qu'il signifiait acquière toute sa dimension.

Cependant, il est incontestable que l'arrivée des Européens fut aussi synonyme de changements profonds pour la société atacaménienne. Le travail fourni sans compensation à ces « seigneurs », les redoutables maladies contagieuses transmises par les envahisseurs et la nouvelle religion obligatoire qui s'opposait par de nombreux aspects aux croyances et aux rites en vigueur eurent un impact culturel beaucoup plus important que celui de la domination des Incas qui, par principe, cherchaient à vivre en bonne harmonie avec les peuples qu'ils soumettaient.

Cela explique pourquoi beaucoup d'Atacaméniens optèrent pour la fuite vers les haciendas de Tucumán ou les mines du Sud-Lípez, en Bolivie, tra-

vaillant à leur compte et voyageant fréquemment pour échapper aux persécutions. Mais ils ne perdaient pas pour autant contact avec leur *terruño* et, dans toutes les oasis, « une partie de la famille restait prendre soin des terres et maintenait intactes les traditions » (RIVERA, 1995, traduction libre). En outre, « le transport caravanier fut un élément intégrateur qui contribua à maintenir et à renouveler les liens historiques qui s'étaient noués entre les différents groupes ethniques » (SANHUEZA, 1992, traduction libre).

Domination bolivienne et début de la République chilienne (XIX^e siècle)

La période de domination bolivienne, de 1825 à 1879, et la transition qui marqua le début de la République chilienne à la fin du XIX^e siècle furent caractérisées par l'accroissement de l'exploitation minière (principalement celle des mines d'argent) et par l'intensification du système caravanier pour commercialiser la production ou transporter le minerai vers les fonderies. À la fin du siècle, lorsque les activités florissantes d'extraction minière et de transport caravanier déclinèrent brutalement avec la chute du prix du métal, les Atacaméniens cherchèrent à récupérer les propriétés agricoles et demandèrent l'abolition des privilèges des *caciques*. L'arpentage des terres que ceux-ci administraient, effectué pour en faciliter la redistribution, et la mise en application d'une législation provisoire fixant les règles de location ou d'accès à la propriété terrienne contribuèrent à clarifier la situation confuse héritée des Espagnols. Lorsque ces mesures sociales furent assorties d'une levée d'impôts sur la propriété agricole, l'extraction minière (argent, cuivre, sel, soufre et mercure), les déplacements de bétail et même l'utilisation de la *llareta*, une herbe naturelle, elles déclenchèrent un fort mécontentement. Les divers groupes ruraux firent alors front commun, ce qui contribua à augmenter leur capacité d'autodéfense et à resserrer les liens culturels.

Cette courte période de transition, qui va de l'exploitation de type colonial menée par les Espagnols à la mise en œuvre des techniques modernes pour l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, eut une grande importance car elle fixa les lignes directrices des futures activités économiques, sociales et culturelles des Atacaméniens. Elle leur permit d'oublier les pratiques imposées par les envahisseurs successifs, de se regrouper au sein de leur espace agricole et pastoral traditionnel, enfin de revenir aux valeurs fondamentales qui font l'identité de leur communauté.

La rapidité avec laquelle a été effectué ce retour aux sources, malgré des siècles d'oppression et d'agression culturelle, est un élément qui confirme l'aptitude des Atacaméniens à s'adapter aux situations les plus diverses et

marque le profond attachement qu'ils éprouvent pour leur terroir et leurs coutumes.

On peut considérer que l'époque moderne est née de la mise en exploitation des puissants gisements de *caliche* (mélange de nitrates utilisés comme engrais, ou salpêtre constituant la matière première de la poudre de guerre) de la pampa proche. Son impact sur la société atacaménienne contemporaine sera capital et des modifications substantielles seront apportées aux modes d'appropriation et à la gestion des eaux et des ressources agraires. Comme le propose RIVERA (1995), cette influence déterminante peut être abordée en analysant le rôle joué par l'État chilien avant et après 1957.

Le XIX^e siècle, bien qu'il ait été marqué par la redécouverte de l'identité du groupe atacaménien, avait aussi introduit les bases d'une forte inégalité sociale. C'est ainsi qu'à San Pedro d'Atacama « il existait une société hautement hiérarchisée fondée sur trois facteurs principaux : le degré d'attachement aux valeurs culturelles traditionnelles, l'existence d'une proto-bourgeoisie contrôlant les rapports économiques et sociaux, enfin la présence d'un État uniquement préoccupé de ses revenus ou de l'accomplissement des processus de *chilénisation* et d'exploitation minière » (RIVERA, 1995, traduction libre).

L'oasis de San Pedro était en effet redevenue un centre important d'échanges commerciaux, surtout grâce au négoce du bétail destiné à alimenter la population sans cesse croissante des mines et des *oficinas salitreras* où l'on exploitait les nitrates. L'embouche du bétail argentin, qui arrivait exténué après les quinze jours de marche nécessaires à la traversée de la cordillère, devint le pivot principal de la vie économique et stimula la culture de la luzerne qui devait nourrir « jusqu'à 30 000 têtes par an » (ARANDA, 1964). Cette situation eut de profondes répercussions sur le plan social et certaines des anciennes organisations paysannes recouvrèrent toute leur influence sur la gestion des terres et des eaux d'irrigation. De même, les familles ou les associations qui régissaient déjà les rapports socio-économiques consolidèrent leur pouvoir en mettant en place les rouages du marché de production de la viande. « Des immigrés, qu'ils soient argentins, boliviens ou croates, participèrent activement au contrôle du commerce des bovins. Exploitant habilement leur rôle d'intermédiaires entre les sociétés nationale et locale, mêlant avec adresse certaines coutumes de travail comme le transport caravanier et les règles modernes de commercialisation,

Le monde rural atacaménien à l'époque moderne

Époque antérieure à 1957

ils formèrent vite un groupe social hybride se donnant l'allure d'une aristocratie de souche coloniale tout en thésaurisant d'importants capitaux à l'étranger. » (RIVERA, 1995, traduction libre).

Parallèlement, depuis le début du siècle, la présence de l'État se traduisait par l'instauration d'un « mécanisme d'après-guerre », la *chilénisation*, qui n'était guère plus que la mise en place d'un vaste réseau administratif et la surveillance étroite des frontières pour garantir l'intégrité territoriale.

Survint la crise économique et politique de 1929 qui entraîna la fermeture des *oficinas*, provoquant une chute vertigineuse de la demande en viande argentine, et qui amorça le déclin d'une économie presque exclusivement fondée sur l'industrie *salitrera* et le commerce du bétail. La mise en service du chemin de fer entre Socompa et Antofagasta, qui rendait inutile le système caravanier, signifia sa fin.

Tout en poursuivant une politique d'extraction des richesses du sous-sol, marquée par l'ouverture de la grande mine de cuivre de Chuquicamata, l'État mit en place toute une série de mesures destinées à diversifier la production jusque dans les zones encore marginalisées. À cette fin, il créa la Corporation de développement et de production (Corfo) et une série de centres locaux ou régionaux dépendant d'institutions telles que l'Institut de développement de l'agriculture et de l'élevage (Indap). Malgré cela, l'intervention étatique directe était très limitée et la gestion des systèmes de production agricole restait l'apanage des communautés rurales traditionnelles.

Très différent de ce qu'il est aujourd'hui, le système de gestion du réseau d'irrigation hérité du passé était alors communautaire et son administration assurée par un collège de membres élus, la *Junta de Aguas* (assemblée des eaux), qui définissait les stratégies à long terme. Le poste principal était occupé par un *Juez de Aguas* (juge des eaux) qui prenait toutes les décisions immédiates relatives à l'optimisation de la production agricole, telles que l'importance ou la fréquence des *turnos de agua* (droit à recevoir l'eau pour irriguer les terres), les travaux à effectuer sur le réseau d'irrigation ou encore la nature des peines à infliger à ceux qui n'avaient pas suivi ses ordres ou ses recommandations. Car, les canaux n'étant pas revêtus, leur entretien était d'une importance capitale et les pertes étaient sévères quand ils étaient endommagés ou obstrués.

Le principe même de la gestion de l'irrigation s'appuyait sur la sagacité et l'équité du juge des eaux dont la fonction était complexe. C'est ainsi qu'à San Pedro il existait trois sections fonctionnant séparément, chacune d'elles regroupant un ensemble d'*ayllus* qui étaient irrigués successivement, d'amont en aval. La fréquence des tours d'eau était de l'ordre de

35 à 40 jours et, contrairement à l'usage actuel, chacune des propriétés recevait en une seule fois toute l'eau nécessaire à son irrigation, quantité appelée *turno completo* (tour complet). Il appartenait à chaque agriculteur de signaler la fin de son tour, ce qui entraînait des retards inévitables. Il était donc rare que toutes les parcelles fussent irriguées dans le temps imparti et le *Juez* devait alors autoriser la prise de *medios turnos* (moitiés de tour), petites quantités destinées à l'irrigation des cultures les plus fragiles, fruitiers et cultures maraîchères.

On comprend que ce système conduisait inévitablement à des inégalités et que certains *ayllus* étaient privilégiés. C'est le cas de CondeDuque, San Pedro, Chécar, Sequitor et une partie de Solcor, Yaye et Larrache, tous situés dans la première section (fig. 13). Ils étaient servis les premiers, profitaient des eaux de meilleure qualité de la rivière San Pedro avant qu'elles ne soient mélangées aux eaux salées de la rivière Vilama, et enfin les sols y étaient plus profonds et plus fertiles. Ce n'est donc pas une coïncidence si les familles les plus influentes y résidaient. C'est un des éléments qui avaient d'ailleurs fortement contribué à asseoir leur puissance à l'époque du négoce de bétail argentin.

Comme le signale RIVERA (1995), l'année 1957 marqua la mise en application d'un nouveau modèle de développement, celui de l'« État bienfaiteur ». Grâce aux fonds provenant de la *ley del cobre* (ou loi du cuivre, qui spécifiait qu'une partie des gains d'exploitation minière devait être consacrée au développement de la région de production), toute une série de mesures d'ordre technique, économique et social contribua à changer substantiellement le mode d'appropriation des ressources et à faire évoluer rapidement les composantes de la vie rurale. Les plus importantes furent la prospection des eaux souterraines, l'installation d'un réseau d'irrigation moderne à San Pedro, les mesures sanitaires appliquées au bétail, la fumigation des cultures, la création de coopératives et la mise en place de systèmes de crédit agricole. Les agronomes utilisèrent aussi les caractères spécifiques des diverses oasis pour essayer d'optimiser les rendements et pour diversifier la production. C'est ainsi que furent privilégiés les pâturages extensifs à Socaire, où l'eau est relativement abondante, la fruticulture à Toconao, où le microclimat est favorable et la qualité des eaux exceptionnelle, enfin le maraîchage et l'élevage intensif à San Pedro, où les communautés possédaient déjà une large expérience dans ce domaine.

Ces mesures allaient-elles redonner vie aux systèmes ruraux de production et permettre l'élaboration d'un modèle de développement performant fondé sur les valeurs agropastorales traditionnelles ?

Après 1957

Il semble qu'elles n'aient pas apporté les résultats escomptés. Les enquêtes menées à San Pedro par ARANDA, en 1963, et plus récemment par le *Taller de Estudios Andinos*, montrent en effet des situations agricoles très voisines. C'est tout spécialement vrai en ce qui concerne deux éléments parmi les plus révélateurs, la répartition des terres et l'origine des revenus. Hier comme aujourd'hui, 12 % seulement des familles paysannes disposent de la surface minimale estimée nécessaire pour vivre de manière décente : 10,5 ha. Les autres groupes familiaux doivent faire appel à des sources de revenus non agricoles : travail dans les mines, commerce, artisanat et locations, auxquels s'ajoutent les retraites et divers subsides de l'État. Ce facteur, plus que le manque d'eau, a fait que dans les années soixante une grande partie du territoire agricole traditionnel était privée des conditions permettant de garantir un développement familial normal. Même s'il ne l'explique pas complètement, il faut sans doute y voir le mécanisme initial qui déclencha l'exode rural.

GUNDERMANN et GONZALEZ, in POURRUT et NUÑEZ -eds-, 1995, ont fait une analyse détaillée des changements provoqués par cette situation au sein des communautés paysannes atacaméniennes et de l'évolution des stratégies économiques qu'elles durent adopter. Ils ont montré en particulier la forte répercussion des migrations sur les structures démographiques. C'est ainsi que le départ plus fréquent des individus les plus jeunes, même s'il était souvent temporaire, s'est traduit par un important affaiblissement de la force de travail en milieu rural. Parallèlement, les approches archéologiques et historiques menées par NUÑEZ et RIVERA in POURRUT et NUÑEZ -eds-, 1995, débouchaient sur l'identification des agents qui avaient conditionné la dynamique sociale au fil des siècles.

Les résultats de ces études permirent d'élaborer un ensemble cohérent de conclusions préliminaires concernant l'organisation actuelle et les méthodes mises en pratique par la société rurale atacaménienne pour conserver son identité culturelle (POURRUT et NUÑEZ, 1995; POURRUT et CHONG, 1996; POURRUT, 1996).

Apports de l'anthropologie culturelle et sociale

Les données d'anthropologie culturelle et sociale, qui abordent des sujets tabous (tels que pratiques rituelles ou gestion du patrimoine), souvent traités avec quelque réticence par les familles paysannes et les dignitaires traditionnels, ont contribué à élucider certains faits ou comportements sociaux que les analyses socio-économiques ne pouvaient pleinement expliquer. Cet apport déterminant sera examiné en détail plus loin mais

on peut tout de suite l'illustrer en donnant l'exemple de la composition d'une famille atacaménienne normale dans laquelle on constate systématiquement la présence de nombreux enfants issus de pères différents. C'est sans aucun doute la conséquence de la précocité de la vie sexuelle chez les jeunes filles et de la pratique courante du *sirviñaku* (mariage d'essai), mais il est plus aisé de comprendre cette situation particulière si on la rapproche d'un concept occupant une place essentielle dans la symbolique atacaménienne (et le monde andin) : la fertilité. Les couples de *pujllai* ou *carnavales*, qui dansent encore revêtus de talles et d'épis de maïs lors des fêtes de carnaval, à San Pedro et à Caspana, en sont les protagonistes rituels.

Les rites encore pratiqués conservent tout le caractère sacré, mystérieux et respectueux des relations qui unissent l'homme à la terre. L'être humain est le fils de *Pachamama*, mère féconde et bénéfique, qui prodigue au genre humain non pas de simples ressources mais des *biens* pour lesquels il doit manifester sa reconnaissance. C'est en quelque sorte une relation « mère-enfant », qui interdit l'extraction ou l'exploitation de l'environnement sans avoir auparavant procédé à une supplique. Car *Pachamama* n'est pas un simple support inerte de l'activité humaine qui se déroule à sa surface. Elle donne vie aux produits qu'elle offre et l'exploitation des richesses de ses entrailles doit être l'objet d'un rite; ceux qui ne s'y conforment pas sont châtiés sous forme de cataclysmes climatiques, tremblements de terre ou toute autre calamité. On ne peut creuser un fossé ou élever un édifice sans demander sa permission, de même qu'on ne doit couper ou cueillir que le strict nécessaire. En somme, elle ne doit jamais être agressée, forcée ou violée mais, au contraire, respectée et aimée.

Pachamama constitue avec *tata-cerro* (ou *tata-mayllko*), l'esprit de la montagne, et *tata-putarajni*, l'esprit de l'eau, la trilogie essentielle du monde surnaturel atacaménien. *Tata-cerro* est le maître de tout ce qui existe sur les hauteurs des Andes, montagnes et volcans, versants, ravins, lacs et pâturages d'altitude. Pour lui donner une existence matérielle, il porte généralement le nom d'une montagne proche ou d'un volcan sacré, qui varie selon les localités. *Tata-putarajni* est l'esprit qui réside dans les sources, les torrents, les pluies et les canaux d'irrigation préhispaniques. C'est lui qui fournit l'eau, fait pousser les cultures et permet la vie. Ces trois esprits du milieu naturel sont souvent invoqués ensemble car ils sont étroitement liés : la montagne donne naissance à l'eau qui, à son tour, rend la terre féconde.

Symboles, croyances et pratiques rituelles

Toute tentative pour vénérer ou obtenir la faveur des esprits fait l'objet de diverses cérémonies comportant un certain nombre d'actes rituels. Selon GREBE et HIDALGO (1988), l'ensemble des croyances mythologiques des Atacaméniens est matérialisé par un cycle composé de quatre grandes cérémonies rituelles : celles des semailles, du nettoyage des canaux d'irrigation (cérémonies des *cantales* et du *talatur*), du *carnaval* et de l'*enfloramiento* (rite de fécondité pour le bétail).

Il est intéressant de souligner la signification symbolique de certains des actes rituels. Ils se composent généralement d'éléments visibles pris à l'univers écologique (des produits de la terre tels que des graines de quinoa ou de la *chicha*, alcool de grains fermentés) qui, grâce aux actes qui les accompagnent (aspersion, mise en terre, pèlerinage aux cimes), acquièrent une finalité implicite ou explicite : obtenir une faveur (pluies, pâturages, portées de bétail) ou éradiquer un fléau (épidémies, destruction des récoltes, érosion des terrains, tornades). Les *tinkas* (ou *convidos*, ou encore *pagos*), les *wakis*, les *sahumerios* et le *canto del agua* (chant de l'eau, lors du *talatur*) sont les actes rituels les plus significatifs. « Ils s'effectuent à l'endroit où l'on veut obtenir un bénéfice ou éviter un dommage : le champ, le corral (enclos du bétail), le sommet d'une montagne... » (LARRAIN, 1992, traduction libre).

Les *tinkas* constituent tout à la fois un témoignage de reconnaissance pour certains avantages reçus et une offrande propitiatoire pour en solliciter de nouveaux. Il s'agit en fait de sceller un accord avec une divinité pour rester en bons termes avec elle. La plupart du temps, on offre un mélange d'*aloja* (*chicha* de caroubes ou de maïs), de diverses farines, de feuilles de coca, de vin et parfois de liqueurs.

Les *sahumerios*, qui consistent à faire brûler des herbes aromatiques (*chacha* ou *coba*), sont pratiqués lors de différentes cérémonies ou des *minga* (travail communautaire), comme celle du *talatur*. L'odeur de la fumée est le moyen de communication qui permet aux esprits de connaître les offrandes-sacrifices brûlées et d'écouter le bruit du travail de ceux qui effectuent le nettoyage des canaux et des prises d'eau.

Après avoir procédé préalablement à un *sahumerio*, le *waki* correspond au sacrifice d'un animal, généralement un lama ou un agneau mâle blanc, dont on laisse couler le sang dans un trou creusé au centre du *corral*. Il est dédié à *Pachamama* et à *tata-cerro* afin d'obtenir la protection et la multiplication du bétail.

Dans le contexte rituel du nettoyage des canaux d'irrigation, le *canto del agua* est un mode de communication avec la nature né du mythe de *tata-*

putarajni. Il surgit quand le *maestro* (maître de cérémonie) du *talatur* enseigne au disciple choisi pour lui succéder les connaissances rituelles qui lui incombent, particulièrement dans le domaine des danses cérémoniales et de la musique.

Dans le domaine des croyances et des coutumes, de nombreux repères culturels de cognition symbolique traditionnelle ont survécu. Ils sont encore largement répandus et jouent un important rôle fédérateur. C'est ainsi que les astres continuent à servir d'indicateurs pour le calcul du temps et la mesure de l'espace. Dans le contexte de la mythologie atacaménienne (c'est aussi une constante du monde andin), ils constituent une grande famille de divinités dont font partie la lune, certaines étoiles et surtout *inti* (le soleil). Le levant est le point cardinal d'importance majeure et c'est vers lui que convergent les cérémonies rituelles et beaucoup de tâches quotidiennes. Elles se font vers l'est, vers le haut, là où naissent le soleil et l'eau de la cordillère. Par ailleurs, il subsiste d'autres éléments préhispaniques probablement hérités des groupes de chasseurs, il y a plusieurs millénaires : la coiffure de plumes de *parina* (flamant rose) ou de *ñandu* (nandou) que porte le *cantal* (*chamán* ou officiant rituel) lors de certaines cérémonies, l'utilisation de cloches de forme pyramidale et la représentation du félin *hacha-michi* (puma) qui accompagne l'esprit de la montagne.

Toutes les communautés, même celles qui sont les plus altérées dans leur composition originale, sont à l'heure actuelle régies par un système de gestion sociale fondé sur la réciprocité et la redistribution, afin d'assurer l'équilibre du groupe humain. La fonction primordiale de ce système est d'éviter l'accumulation de richesses chez un individu, ou dans une même famille, tout en cherchant à canaliser l'énergie du groupe au bénéfice de l'ensemble de la société. La répartition judicieuse des charges occupées au sein de la communauté, qui s'accompagne des dépenses que celles-ci impliquent, concourt à éviter toute suprématie économique. Celui qui est élu ou nommé pour assumer une fonction ou une dignité, qu'il lui faut accepter sous peine d'être sanctionné socialement, doit obligatoirement effectuer un certain volume de dépenses, par exemple sous forme de prêts de biens ou de services en faveur des membres de la communauté, ou encore en organisant des cérémonies et des fêtes où rien ne doit manquer. En d'autres termes, plus forte est la dépense, donc l'effort et la bonne volonté, et plus grande est l'estime gagnée : ce n'est pas la richesse qui concourt au prestige de l'individu mais plutôt l'utilisation qui en est faite au service des autres.

Règles et coutumes de gestion du patrimoine agraire

Pour pouvoir accomplir ces prestations obligatoires, le dignitaire doit souvent chercher aide et coopération, ce qu'il fait au travers de mécanismes de réciprocité qui sont coutumiers dans toute la région andine. Il s'agit en fait de prestations imposées bien qu'elles apparaissent parfois comme des échanges libres et désintéressés. La réciprocité, qui touche tout aussi bien les domaines de la production que ceux de la distribution et de la consommation, se fait au travers de prestations de service, de dons de biens et d'octroi de main-d'œuvre. Elle constitue un élément fondamental du système économique.

¹ La figure de l'*alcalde* est héritée de l'indépendance dont chaque communauté atacaménienne préhispanique devait jouir afin d'être autosuffisante en ce qui concerne les produits essentiels. Ses principales prérogatives consistaient sans doute à organiser les tours d'irrigation et à indiquer les dates propices aux semailles et aux récoltes.

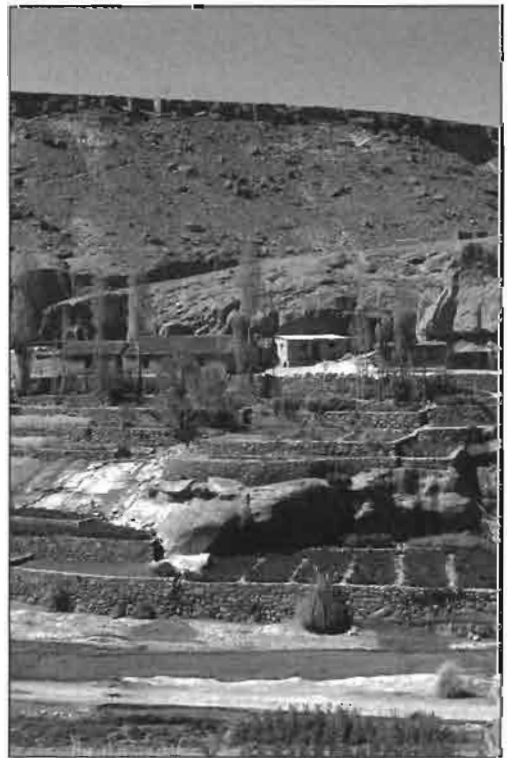
La *Junta de Vecinos* (assemblée des voisins!) de San Pedro est sans doute l'exemple le plus représentatif de ce qui constitue l'identité de la communauté atacaménienne. Elle est dirigée par l'*alcalde*¹ (littéralement le maire), appelé aussi *principal*, qui doit être élu à l'unanimité et ne peut exercer cette fonction qu'une fois. Il nomme les personnes qui l'accompagneront au cours de son mandat qui dure un an : un vice-président, un secrétaire, un trésorier, ainsi qu'un éclusier et un surveillant dont les postes, bien que rétribués, sont difficiles à pourvoir et généralement occupés par des personnes âgées. Elles se substituent en quelque sorte à l'ancien juge des eaux puisqu'elles doivent faire appliquer les consignes données pour maîtriser les tours d'eau. La *Junta* est tout à la fois un conseil consultatif et une assemblée exécutive : elle recueille l'opinion de tous les membres de la communauté, veille à leur bien-être, fait régner la justice et traite de manière exhaustive l'intégralité des problèmes. Elle organise et préside toutes les activités à caractère public ou cérémoniel. De plus, elle fait le lien avec les autorités administratives, le personnel enseignant et les *carabineros* (gendarmes). Comme tous les membres de la communauté peuvent assister librement aux réunions et que toutes les décisions doivent être prises à l'unanimité des membres présents, les réunions sont habituellement très longues.

À titre de participation communautaire, la *Junta* demande à tous les membres du groupe une contribution en temps de travail (*ayni*) pour œuvrer au bénéfice de l'ensemble du village. C'est le cas lors de la réparation des canaux d'irrigation, de la construction des chemins et des locaux d'usage commun, ou encore de l'organisation des fêtes de carnaval et des cérémonies associées au nettoyage des canaux. Tous les membres de la communauté ont l'obligation d'accomplir la part de travail qui leur a été justement assignée. En cas d'absence, ils doivent, au nom du groupe familial, en demander l'exécution à un parent ou à un ami. Ceux-ci sont rétribués de diverses manières selon les moyens du demandeur : en argent, en produits agricoles, en droit d'utilisation des terres ou à titre de réciprocité.

Malgré les nombreux apports culturels extérieurs et quatre siècles d'un intense processus d'hispanisation, les Atacaméniens ont conservé une partie importante de leur patrimoine culturel traditionnel. Il est certes possible de s'interroger sur l'importance relative des divers repères culturels transmis jusqu'à nous. Proviennent-ils de courants de diffusion culturelle anciens ou récents ? Par ailleurs, comment expliquer que ces repères se soient maintenus jusqu'à présent en dépit de la perte du *kunza* au cours du XIX^e siècle ?

Même si on ne peut apporter que des réponses partielles à ces questions, il faut cependant constater que la perspective anthropologique qui vient d'être décrite a permis une meilleure compréhension de certains comportements sociaux, tout spécialement au sein du processus migratoire, et qu'elle a servi à étayer les conclusions relatives au devenir de la communauté. Elle a aussi été très utile pour établir une « échelle des valeurs » atacaménienne tout à fait originale, souvent novatrice. Alors que la problématique écologique est plus que jamais d'actualité et qu'elle met l'accent sur l'écosystème considéré comme un tout, il est indiscutable que la

IRD/P. Pourrut



Caspana :
aménagement moderne
des terrasses pré-incas,
cultures maraichères
et fleurs.

vision globalisatrice de l'univers andin a un caractère beaucoup plus intégrateur et beaucoup plus sage que l'agression du milieu naturel qui découle de la soif d'exploitation de la société moderne depuis le XVIII^e siècle. « Cette représentation conceptuelle de la terre manque à notre civilisation. Si elle l'avait eue, elle n'aurait sans doute pas commis autant de crimes de lèse-humanité. » (LARRAIN, 1992, traduction libre).

Conclusion

La société atacaménienne, confrontée tout au long de son histoire à un environnement géographique particulièrement hostile et à de nombreuses agressions de type socioculturel, a su avec bonheur s'organiser pour développer un ensemble de stratégies adaptées aux situations les plus changeantes. Pour gérer au mieux les ressources limitées de son territoire, elle a mis au point ou modifié avec une grande sagacité des techniques et des mécanismes de régulation particulièrement efficaces. Pour préserver son patrimoine culturel face aux multiples influences extérieures, elle a soit adopté une sage politique d'attente, soit fait preuve de la plus large ouverture pour assimiler certaines valeurs nouvelles soigneusement choisies, plutôt que d'en subir passivement l'emprise. Il semble que le mouvement migratoire observé de nos jours fasse partie de ces processus régulateurs et que le facteur invoqué initialement (une forte diminution des quantités d'eau destinées à l'agriculture) n'ait pas joué le rôle présumé déterminant dans les départs. En effet, la baisse du débit des eaux d'irrigation est loin d'être généralisée et elle ne se vérifie que très localement. L'exode rural peut en revanche être raisonnablement expliqué par la volonté délibérée des Atacaméniens de se réserver un « espace » pour profiter des avantages et bénéfices de la société moderne avant de rejoindre leur *terruño* (terroir traditionnel), faisant preuve une fois encore d'une remarquable souplesse adaptative.

Chacune des communautés, selon ses potentialités et ses spécificités, semble avoir trouvé une solution pertinente même si elle est parfois contraire aux pratiques coutumières. C'est le cas de l'insertion progressive de certains systèmes de production dans les marchés urbains où les paysans peuvent à la fois commercialiser leurs récoltes et monnayer leur force de travail. Cette dimension fournit d'ailleurs les éléments permettant de distinguer les communautés : les unes constituent encore des « communautés agricoles » au sens strict, les autres ne sont plus que des « bourgades rurales ». C'est ainsi qu'une partie des *ayllus* de San Pedro et des localités telles que Ayquina et Peine sont à présent étroitement associées aux activités minières et urbaines de Calama, l'agriculture n'oc-

cupant plus qu'une place secondaire dans le cadre de leurs relations économiques avec la province. En revanche, des communautés telles que Río Grande, Chiu Chiu, Lasana et Caspana sont très nettement orientées vers des activités agraires, avec l'installation de grands périmètres de cultures maraîchères et le contrôle d'un système de commercialisation leur permettant d'être les fournisseurs des grandes agglomérations régionales. On constate malgré tout, en arrière-plan, que toutes les communautés maintiennent encore une économie mixte agricole et d'élevage où chacune des deux composantes joue un rôle bien distinct. L'agriculture fournit la subsistance quotidienne. L'élevage procure les ressources et les produits à long terme : il constitue la « richesse » de l'homme atacaménien.

Cependant, à brève échéance, après la mise en place des énormes moyens destinés à l'expansion programmée du secteur minier et lorsque l'ouverture d'un grand axe routier² rendra plus aisée l'arrivée de touristes attirés par une promotion dite culturelle, nul doute que la région atacaménienne subira des changements d'une importance jamais connue et se convertira en une terre promise à un développement soutenu. Que penser alors du futur ? Cette mise en valeur sera-t-elle synonyme d'une perte définitive d'identité culturelle ? Beaucoup l'affirment. La grande sagesse et l'admirable capacité d'adaptation dont la société atacaménienne a fait preuve en toutes circonstances permettent de nuancer cette opinion péremptoire. Sans faire montre d'un optimisme déraisonnable, on peut afficher une position moins sceptique, récemment renforcée par un constat : non seulement les retraités mais encore de jeunes Atacaméniens, certains d'entre eux bardés de diplômes, reviennent en nombre sur le territoire de leurs ancêtres, cultivant à nouveau les terres et occupant les sites urbains les plus stratégiques. La plupart l'ont fait avant l'annonce des grands investissements, au grand dam des spéculateurs professionnels battus sur leur propre terrain. Pourquoi ne pas y voir les prémices d'un des nombreux mécanismes adaptatifs qui ont toujours été le privilège des Atacaméniens ?

² *Corredor interoceánico*, ou couloir interocéanique, reliant la région et le pays entier au Paraguay et aux États de la façade atlantique : Uruguay, Brésil, Argentine.

Vayan a ustedes, amigos Atacameños que desde San Pedro, Socaire, Chiu Chiu, Toconce, Caspana o menor rincón de su terruño originario siempre supieron participarnos una chispa de la gran sabiduría de su pueblo, el testimonio de admiración y los agradecimientos míos y de todo el equipo de investigación.

Remerciements